

ARRETE n° 28 /2025

Modification de la circulation et du stationnement sur diverses voies communales
Intervention pour le compte de SFR

Le Maire de la Commune de Petite-Île,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code pénal,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'arrêté du 06 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 02 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle du 13 août 1977 sur la signalisation routière modifié par les textes subséquents,

Vu l'arrêté municipal n° 255/2018 du 12 octobre 2018 instituant les limites des agglomérations à l'intérieur de la Commune de Petite-Île,

Vu la demande de la Société Austral Télécom Services, datée du 17 janvier 2025, pour des travaux d'ouverture de chambre, aiguillage, tirage et raccordement sans fouille, sur diverses voies communales,

Vu l'autorisation de la Direction des Routes Départementales datée du 23 janvier 2025,

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers,

ARRETE :

Art. 1^{er}. – A compter du 03 février 2025 et ce jusqu'à la fin des travaux, de 8h00 à 15h30, la circulation et le stationnement seront modifiés comme suit sur les voies suivantes :

Impasse des Raisins	Rue des Glycines	Rue des Églantines
Impasse des Pervenches	Chemin Joseph Pothin	Chemin Rosile
Allée des Cytises	Chemin Émile Grosset	Chemin Jules Vienne
Rue des Daturas	Impasse des Tilleuls	Impasse des Piments
Allée des Azalées	Lotissement le Cap	Impasse des Papyrus
Chemin Terrain Paulette	Lotissement le Pont	Impasse des Paille en Queue
Allée des Mésanges	Rue des Raphias	Allée des Fleurs de Cannes

- **Circulation alternée**
- **Vitesse limitée à 30 Km/h**
- **Stationnement interdit dans la zone des travaux**

Art. 2. – La signalisation réglementaire devra être mise en place par l'entreprise responsable des travaux.

Art. 3. – Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de procès-verbaux de constatation et seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 4. – Messieurs le Directeur général des services, le Commandant de Brigade de gendarmerie, le Responsable de la Police municipale, Madame la Responsable des Services Techniques, l'entreprise intervenante sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Affiché le :

Publié au Recueil des actes administratifs de la Commune,

Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans le délai de 2 mois, à compter de sa publication et/ou de sa notification.